

FINANCES PUBLIQUES NON PRIORITAIRE, USAGERS PRIS EN OTAGES

VOUS ÊTES CONCERNÉS

Après avoir annoncé que l'administration des finances publiques n'était pas prioritaire, le nouveau gouvernement a décidé de poursuivre la suppression des effectifs. Plus de 2 000 emplois seront supprimés en 2013 dans notre administration. Depuis 2002, la Direction Générale des Finances Publiques a perdu 25 000 emplois. Quatre ans après la fusion des Impôts et du Trésor, la facture est lourde tant en détérioration du service rendu qu'en terme de conditions de vie au travail des personnels.

Encore 2 023 emplois supprimés : Quelles conséquences pour vous ?

Pour vous

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Faute de personnel, une écoute et une disponibilité qui se réduisent alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent.

La disparition de trésoreries de proximité réduit l'accès au service public et l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent se déplacer.



Pour nous

Une augmentation de la charge de travail à l'accueil :

- physique : + 56,23%
- téléphonique : +33,33%

+ de 1 000 fermetures de guichets en milieu rural et péri-urbain

Développement de l'e-administration : télé-déclaration, télé-paiement, télé-correction et mise en place de centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

Pour y être confrontés quotidiennement, les agents des Finances Publiques sont conscients des difficultés rencontrées par la population. C'est le cas pour 200 000 foyers fiscaux les plus modestes victimes du gel du barème de l'impôt sur le revenu en 2012, décision reprise par le nouveau gouvernement. Ils auront à payer un impôt sans aucune augmentation de revenu avec des conséquences sur le montant de leur taxe d'habitation, l'obtention de droits sociaux (APL, tarifs de prestations sociales).

Les agents des Finances Publiques vous interpellent et tirent le signal d'alarme.

Pour nous, agents, les missions de la Direction Générale des Finances Publiques doivent être prioritaires dans cette période de crise.

Pour vous, usagers, elles sont indispensables pour une meilleure justice fiscale et sociale.

ENSEMBLE DÉFENDONS NOS SERVICES PUBLICS. INTERPELLEZ VOS ÉLUS SUR LE SERVICE PUBLIC